



DU 27 JUIN AU 30 SEPTEMBRE 2022

Comment permettre à chacun de mieux s'informer ?

113 227
participants

2 023
propositions

526 858
votes

SciencesPo

CLEMI

AFP

X-WIKI

MAKE.
ORG

Sommaire

ÉDITO - Comment mieux s'informer ?	4
3 questions à Vera Jourova, vice-présidente de la Commission européenne	8
La consultation citoyenne	10
Ce dont les Français parlent	12
L'Agenda citoyen : les idées plébiscitées et les sujets controversés	14
Axe 01. Éducation aux médias et à l'information	16
Axe 02. Régulation	22
Axe 03. Diversité de l'information et pratiques journalistiques	28
Axe 04. Gouvernance et financements des médias	38
Annexes	
La méthodologie de Make.org	48
Le profil sociodémographique des participants	50
À propos et contacts	52

Comment mieux s'informer ?

Une consultation nationale révélant un profond attachement des citoyens et des citoyennes à l'information.

Interroger les citoyens sur les moyens à mettre en œuvre pour mieux s'informer témoigne de l'exigence démocratique qui émane du projet européen DE FACTO.

Ce projet inédit fédère des chercheurs, journalistes et professionnels de l'éducation aux médias et à l'information, qui travaillent ensemble à des solutions concrètes pour mieux comprendre le nouveau monde de l'information.

Sciences Po, l'AFP, le CLEMI (Centre pour l'éducation aux médias et à l'information) et XWiki SAS se sont associés et ont mis en réseau des acteurs engagés. Ils ont ainsi créé un nouvel espace pluriel, ouvert et indépendant dont l'objectif est de mettre en relief les enjeux de l'information à l'ère numérique à travers la vérification de l'information, l'analyse de ses circuits et l'éducation aux médias.

Ils partent du constat que si la transformation numérique de l'espace public offre des opportunités infinies en matière d'information et d'expression, cela s'accompagne aussi d'une polarisation du débat public, qui exacerbe les oppositions de principe et les antagonismes, laissant des pans entiers de nos concitoyens hors du champ de la discussion. A cela s'ajoute la désinformation, notamment via la circulation des fake news sur les plateformes, dont le contrôle et la régulation constituent autant d'enjeux souverains à l'échelle des nations et des continents.

DE FACTO s'inscrit dans cette perspective en formant un des hubs nationaux ou multinationaux au sein de l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO).

Il nous était essentiel pour être pertinent d'associer la société civile à ce débat dont la voix doit être entendue et prise en compte.

Tel est le sens de cette consultation nationale menée du 27 juin au 30 septembre 2022 par DE FACTO sur la plateforme citoyenne Make.org, avec le soutien de médias partenaires (20 Minutes, France Télévisions, Groupe EBRA, Radio France et Make.org) pour interroger les citoyens français ou résidant sur le territoire national sur le thème : "Comment permettre à chacun de mieux s'informer ?".

Avec plus de 113 227 participants, ayant déposé 2023 propositions et 526 858 votes, cette consultation a répondu à cette attente de mobilisation citoyenne.

Ces résultats démontrent, si besoin en était, l'attachement de nos concitoyens à l'information. Tous, évidemment, n'émettent pas les mêmes idées ou ne formulent pas leurs recommandations suivant le même ordre de priorité. Toutefois, se dégagent de ces contributions et des débats qui en ont découlé de larges tendances qui confirment les résultats d'études menées ces dernières années.

Les participants plébiscitent le renforcement d'une éducation aux médias et à l'information, pour les plus jeunes comme pour l'ensemble de la population. La défense des principes d'une information libre, plurielle et indépendante est réaffirmée avec force. De même que s'exprime le souhait d'une plus grande transparence sur le financement des médias. D'autres aspirations apparaissent, comme celle d'un contrôle accru et plus rigoureux des contenus diffusés, ou encore la prise de sanctions pour endiguer la propagation des fake news.

Au fond, les résultats de cette consultation citoyenne constituent un miroir assez fidèle de nos sociétés, exprimant l'attachement profond à un accès, pour chacun et chacune, à une information véritablement au service du débat démocratique.

DE FACTO



Sylvain Parasio
Sciences Po médialab

Sociologue, Professeur des universités

« Cette consultation montre l'attachement des citoyens à une information de qualité, qu'ils jugent essentielle pour le débat public. Elle ne révèle pas seulement des opinions, mais plus profondément des valeurs qui sont largement partagées et qu'il convient de prendre en compte dans l'étude de l'écosystème des médias numériques. »



Christine Buhagiar
AFP

Directrice Régionale Europe

« Cette étude très documentée et très représentative ne peut que renforcer la conviction de l'AFP que la lutte contre la désinformation est une priorité absolue pour un grand média de nos jours. L'AFP a dédié quelque 140 journalistes à ce combat dans le monde qui écrivent dans près de 25 langues différentes. »

« L'éducation aux médias et à l'information est une priorité pour nos concitoyens. Pour permettre à chacun de mieux s'informer, ils expriment la nécessité de favoriser une lecture critique des médias, de renforcer cette capacité dès les apprentissages, à l'école et tout au long de la scolarité, mais aussi d'accompagner les publics de toutes les générations dans le développement de leur esprit critique. »



Serge Barbet
CLEMI

Directeur délégué

« Construire un écosystème de l'information plus transparent, plus diversifié et plus démocratique tel que jugé nécessaire par de nombreux citoyens passe aussi par la mise au point d'infrastructures collaboratives innovantes et ouvertes. Avec ses valeurs de co-construction, d'ouverture et de décentralisation, le logiciel libre a un rôle important à jouer dans les nouvelles manières d'élaborer, de vérifier et de diffuser l'information, et d'en débattre. »



Ludovic Dubost
XWiki SAS

Fondateur & PDG



Vera Jourova

Vice-présidente de la Commission européenne

3 questions à Vera Jourova

Quelle est votre réaction aux résultats de cette consultation nationale ? Êtes-vous surprise par les thèmes qui émergent de ces propositions ?

V.J. : Tout d'abord, je suis heureuse de voir l'engagement des citoyens, avec plus de 2000 contributions et plus de 520 000 votes.

Les thèmes qui émergent sont très semblables à ceux que nous avons identifiés dans le cadre de nos consultations publiques au niveau européen. Nous avons lancé un grand exercice démocratique, avec la conférence sur le futur de l'Europe, et de nombreux citoyens nous ont demandé d'agir pour protéger l'indépendance éditoriale des médias et promouvoir l'éducation aux médias.

La Commission européenne a présenté le 16 septembre une nouvelle proposition de loi, appelée l'Acte pour la liberté des médias. Elle couvre de nombreux points que je vois dans la consultation nationale : protection des médias de service public qui doivent pouvoir compter sur un financement stable ; protection et liberté des journalistes ; lutte contre les concentrations qui mettent à

mal le pluralisme des médias ; transparence des financements, etc.

La consultation montre que nous travaillons dans la bonne direction, avec le soutien des citoyens. Pour moi qui défends l'intérêt public, ce soutien est indispensable. Il est d'autant plus essentiel que nous devons maintenant nous assurer que cette proposition de loi devienne une réalité, avec l'adoption par le Parlement et le Conseil de l'Union européenne.

Quelle place la Commission européenne accorde-t-elle aux citoyens dans le débat sur la régulation des plateformes, la défense de la liberté de la presse et la promotion de la liberté d'expression ?

V.J. : Les citoyens sont au cœur de toutes nos politiques et nous les consultons sur nos propositions de loi. Je participe régulièrement à des débats sur ces sujets.

Il ne s'agit pas uniquement d'informer sur nos actions politiques et législatives, mais aussi d'encourager les citoyens eux-mêmes à agir. Aujourd'hui, la grande majorité des citoyens utilisent les réseaux sociaux.

Ils ont le pouvoir de vérifier, de partager des contenus, de lire des médias indépendants plutôt que des sites conspirationnistes. Nous avons tous un rôle à jouer et une responsabilité lorsqu'il s'agit de la liberté d'expression. La liberté d'expression ce n'est pas dire tout et n'importe quoi. C'est une liberté précieuse. J'en ai moi-même été privée quand j'ai vécu sous un régime autoritaire, en Tchécoslovaquie communiste. Je sais donc à quel point il faut protéger cette liberté et ne pas en abuser.

Quels sont les dispositifs de la Commission européenne pour lutter contre la désinformation et quelles perspectives pouvons-nous en attendre ? L'Éducation aux médias et à l'information (EMI) est-elle une priorité de la Commission ?

V.J. : La Commission a adopté toute une série de mesures complémentaires pour lutter contre la désinformation.

Il y a un cadre législatif, c'est le règlement européen sur les services numériques. Il stipule clairement que ce qui est illégal hors ligne est illégal en ligne, comme les discours de haine. Mais la désinformation n'est pas toujours illégale. L'Acte oblige aussi les plus grandes plateformes à prêter une attention particulière aux risques qu'elles peuvent présenter pour les droits fondamentaux, pour la démocratie et la sécurité – et on sait que la désinformation peut présenter de tels risques. Avec le soutien de la Commission, les plateformes et de nombreux autres acteurs privés ont adopté un « pacte contre la désinformation ». Ce pacte prévoit des actions – dont plusieurs mentionnées dans

la consultation – pour empêcher la diffusion de désinformation, pour vérifier les informations, etc.

Et bien sûr, nous encourageons l'éducation aux médias et à l'information, notamment via des projets financés par l'Union européenne. Ces projets sont variés : il peut s'agir de soutenir la coopération entre enseignants à travers l'Union européenne afin qu'ils puissent échanger leurs cours et bonnes pratiques, ou alors de permettre à des médias de développer de nouveaux outils pour identifier les photos manipulées. Nous soutenons aussi l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO). L'Observatoire permet de renforcer la coopération entre tous les acteurs, comme les chercheurs, médias et organisations, qui luttent contre la désinformation. Parce que l'éducation aux médias et à l'information doit être une priorité pour tous.

La consultation citoyenne

Parallèlement aux travaux communs de chercheurs, journalistes et professionnels de l'éducation aux médias, le projet DE FACTO a souhaité associer le regard des citoyennes et citoyens à ses recherches sur le thème de l'information.

Une consultation citoyenne a ainsi été menée du 27 juin au 30 septembre 2022 sur la plateforme Make.org autour de la question "Comment permettre à chacun de mieux s'informer ?". Elle a été relayée sur les sites de France Info, France Bleu, 20 Minutes et tous les titres du Groupe EBRA.



La consultation a permis d'identifier **des solutions consensuelles et prioritaires** plébiscitées par les Français, ainsi que **des sujets qui ont davantage divisé les participants**. Ces idées, regroupées dans un "Agenda citoyen", permettront à DE FACTO de "formuler des recommandations destinées aux décideurs politiques, afin d'aider notre pays à surmonter les pièges de la désinformation et permettre à l'ensemble de nos concitoyens de pouvoir se forger leur propre opinion dans un environnement médiatique et numérique mieux régulé".

"Chacun a un rôle à jouer pour mieux informer et s'informer"

Axel Dauchez (président) & Alicia Combaz (directrice générale), co-fondateurs de Make.org

Premier constat de cette consultation : elle a suscité une **forte mobilisation** des citoyens sans phénomène de "média bashing", puisque plus de 85% des propositions déposées ont été acceptées lors de la modération.

Autre enseignement : la question de la **lutte contre les fake news est omniprésente** dans la consultation à travers plusieurs idées plébiscitées sur l'éducation aux médias, sur la pratique journalistique, sur la sanction des diffuseurs de fausses informations, ou encore sur la régulation des réseaux sociaux.

Un consensus se dégage également autour d'une **exigence globale de transparence**, concernant aussi bien les sources des informations que les financements des médias ou les intérêts des experts et intervenants présents sur les plateaux ou dans les journaux.

Pour cela, le rôle de **différents acteurs** est mis en lumière : **l'école** dans l'éducation aux médias ; **les journalistes** dans leur pratique de production et de vérification de l'information ; **les pouvoirs publics** pour réguler les réseaux sociaux et sanctionner la diffusion de fake news... Tous ces acteurs sont appelés à sensibiliser le public sur les risques de la désinformation, afin que **les citoyens eux-mêmes puissent jouer un rôle actif dans le fait de "mieux s'informer"**.

La question posée

Comment permettre à chacun de mieux s'informer ?

113 227

participants

2 023

propositions

526 858

votes

Ce dont les Français parlent

Pratique journalistique et ligne éditoriale, éducation et sensibilisation aux médias, financements et gouvernance des médias, régulation de l'information... Ce sont les principaux sujets abordés par les participants à la consultation "Comment permettre à chacun de mieux s'informer ?" dans les 2 023 propositions* recueillies sur la plateforme Make.org. Le graphique ci-contre représente la répartition thématique de ces propositions : il traduit ce dont les Français "ont le plus parlé" dans cette consultation, leurs préoccupations, leurs sujets de conversation et de débat. Mais il ne tient pas compte des votes des participants, ce qui explique qu'il ne reflète pas exactement l'"Agenda citoyen", fondé, lui, sur les idées plébiscitées par les participants.

Les participants ont été particulièrement prolixes sur la thématique **Pratique journalistique et ligne éditoriale**, qui représente à elle seule un quart des propositions. Il y est question des conditions d'exercice du métier de journaliste et de leur protection, du traitement de l'information et du fact-checking.

L'éducation et la sensibilisation aux médias est le deuxième thème de la consultation avec 20% de l'ensemble des propositions, et concerne essentiellement le rôle de l'école dans

le développement de l'esprit critique pour mieux comprendre l'information. Néanmoins, un certain nombre de propositions en appellent également à la responsabilité et à l'autonomie des citoyens eux-mêmes dans le fait d'apprendre à recevoir l'information avec davantage de recul et de discernement.

Les propositions sur le **financement et la gouvernance des médias** portent sur l'indépendance éditoriale des rédactions dans un contexte de concentration, sur la transparence en matière d'identité des financeurs, sur le prix de la presse... Concernant les questions de **régulation**, les participants évoquent principalement les réseaux sociaux et la modération de leurs algorithmes, ainsi que la sanction des fake news et des contenus haineux.

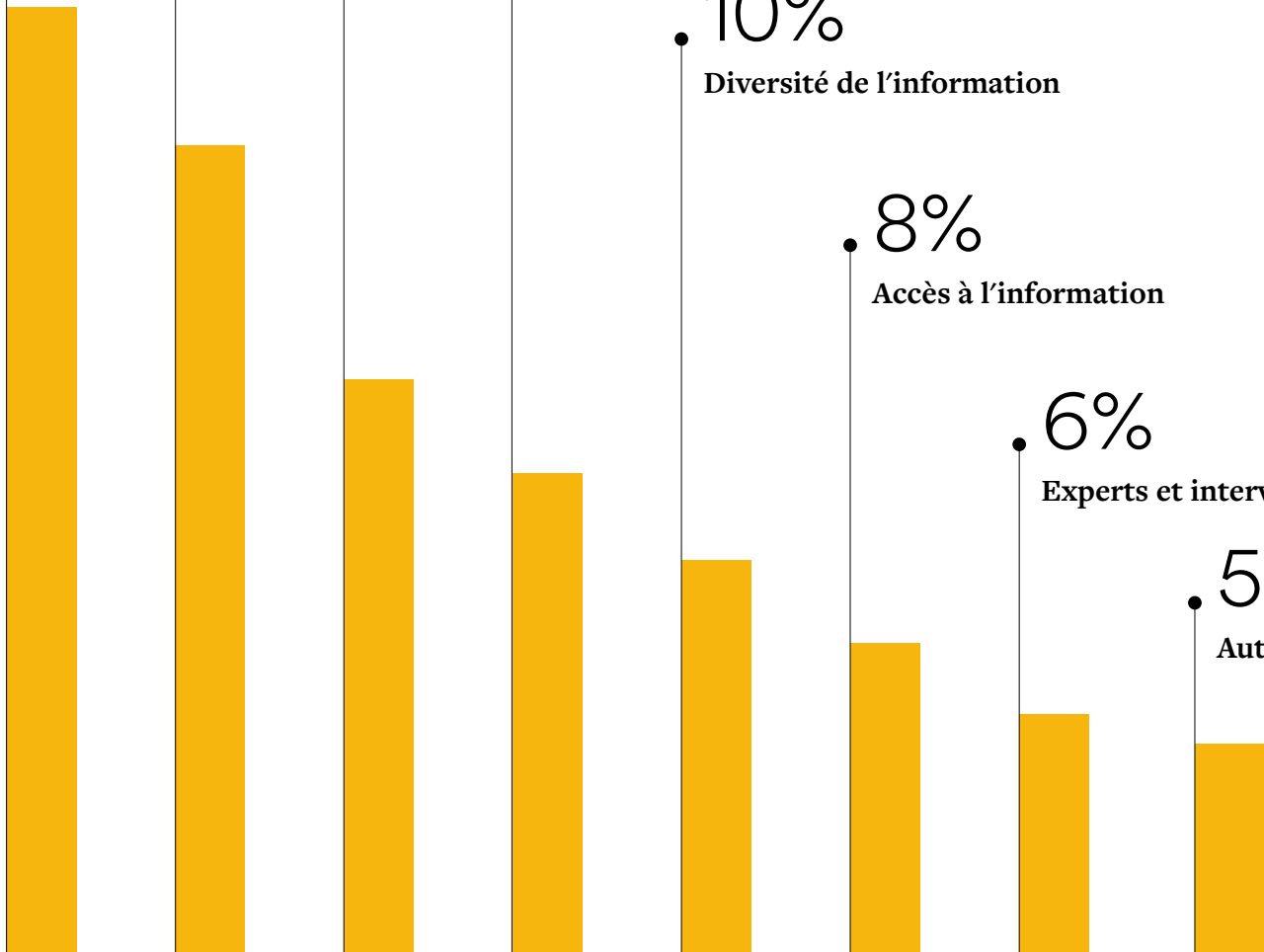
Dans l'ensemble des autres thèmes, les participants à la consultation réclament, entre autres, plus de diversité dans les sujets, davantage de pluralisme dans les prises de parole des experts et intervenants, et un accès facilité à l'information.

**sur 2 023 propositions déposées, 1 723 ont été validées par les modérateurs de Make.org (voir "La méthodologie de Make.org").*

25%**Pratique journalistique et
ligne éditoriale****21%****Éducation et sensibilisation
aux médias****15%****Financements et
gouvernance des médias****12%****Régulation de l'information
et des réseaux sociaux****10%****Diversité de l'information****8%****Accès à l'information****6%****Experts et intervenants****5%****Autres**

1. Ce graphique met en avant les thèmes cités dans les propositions. Les tendances de vote ne sont pas pris en compte

2. La somme des pourcentages est supérieure à 100% car certaines propositions font partie de plusieurs thèmes.



L'Agenda citoyen

Les idées plébiscitées ♥
et les sujets controversés ⚡

Axe 01 : Éducation aux médias et à l'information

- ♥ Encourager une lecture critique de l'information
- ♥ Renforcer l'éducation aux médias et à l'information à l'école
- ♥ Former tous les publics aux techniques de vérification de l'information et à la détection de fake news

Axe 02 : Régulation

- ♥ Sanctionner la diffusion de fake news
- ♥ Réguler plus efficacement les réseaux sociaux
- ⚡ L'accès des mineurs aux réseaux sociaux
- ⚡ L'identité et la qualité des commentaires en ligne

Axe 03 : Diversité de l'information et pratiques journalistiques

- ♥ Renforcer le fact-checking
- ♥ Proposer une information plus diversifiée
- ♥ Sourcer et référencer autant que possible les informations publiées
- ♥ Ne pas céder à la culture du buzz et du sensationnel
- ♥ Exiger davantage d'expertise dans le traitement de l'information
- ♥ Améliorer la protection des journalistes et des lanceurs d'alerte
- ⚡ La création de labels de fiabilité
- ⚡ La surinformation

Axe 04 : Gouvernance et financement des médias

- ♥ Assurer l'indépendance éditoriale des médias
- ♥ Lutter contre la concentration des médias
- ♥ Accroître la transparence sur les financements et les intérêts des médias
- ⚡ Le prix de la presse
- ⚡ Le rôle des citoyens dans les médias



Idées plébiscitées

Encourager une lecture critique de l'information

Renforcer l'éducation aux médias et à l'information à l'école

Former tous les publics aux techniques de vérification de l'information et à la détection des fake news

Éducation aux médias et à l'information



Idée plébiscitée 01

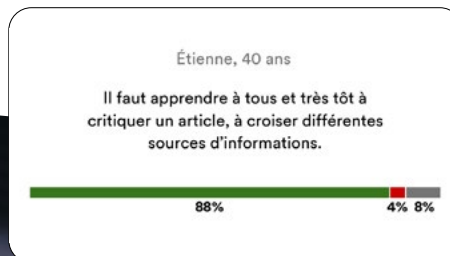
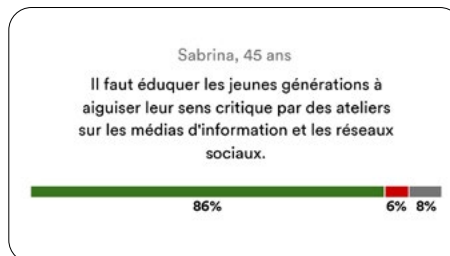
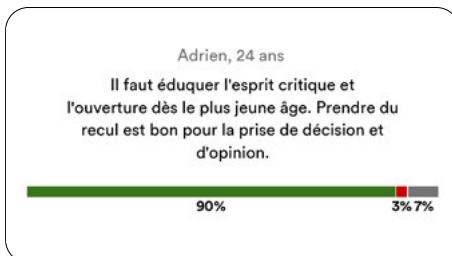
Encourager une lecture critique de l'information

Nb de propositions plébiscitées : **66** Nb de votes : **23 992**

C'est, en nombre de propositions plébiscitées, la première priorité de la consultation. Les participants soulignent l'importance, pour ceux qui reçoivent l'information, d'exercer leur esprit critique : en croisant les sources, en prenant du recul, en sachant décrypter les discours et discerner un fait d'une opinion.

Pour cela, les participants à la consultation en appellent au rôle actif du citoyen pour apprendre à mieux s'informer, mais également au rôle de «l'éducation», notamment dès le plus jeune âge.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Idée plébiscitée 02

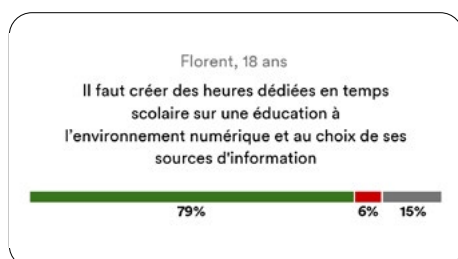
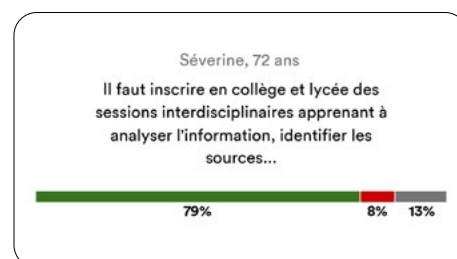
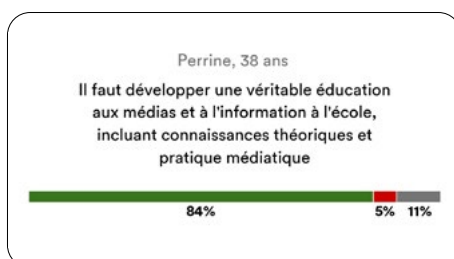
Renforcer l'éducation aux médias et à l'information à l'école

Nb de propositions plébiscitées : **43** Nb de votes : **16 662**

Aux yeux des participants à la consultation, l'école a un rôle prépondérant à jouer, tout au long de la scolarité, dans l'éducation aux médias et à l'information.

Ils proposent ainsi de renforcer les dispositifs existants en réservant des créneaux spécifiques dans les emplois du temps pour des cours théoriques et pratiques, et en formant davantage les enseignants et documentalistes aux enjeux liés à la compréhension et à l'analyse de l'information.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Idée plébiscitée 03

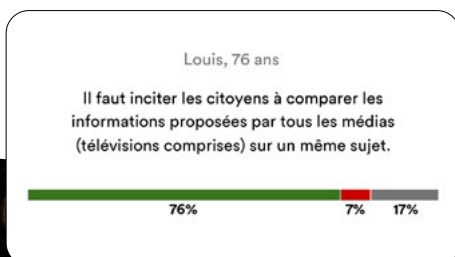
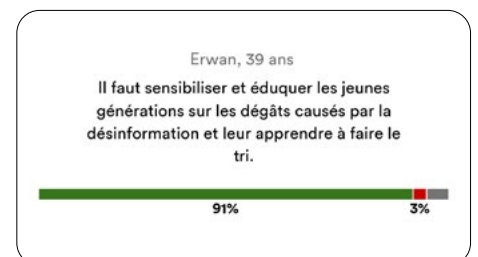
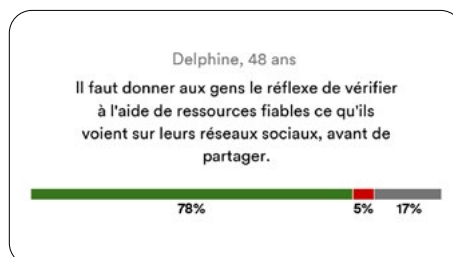
Former tous les publics aux techniques de vérification de l'information et à la détection des fake news

Nb de propositions plébiscitées : **38** Nb de votes : **13 442**

Au-delà de l'éducation aux médias à l'école, les participants à la consultation préconisent une sensibilisation générale aux risques de la désinformation et une formation de l'ensemble du public aux techniques de fact-checking.

On retrouve ici les notions de diversification des sources et de confrontation de points de vue pour s'assurer de la véracité d'une information, mais aussi la nécessité d'explicitier les mécanismes des réseaux sociaux pouvant aboutir à la propagation de fausses nouvelles.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Il faut donner aux gens le réflexe de vérifier à l'aide de ressources fiables ce qu'ils voient sur leurs réseaux sociaux, avant de partager.

Delphine, 48 ans

Régulation

Idées plébiscitées

Sanctionner la diffusion des fake news

Réguler plus efficacement les réseaux sociaux

Sujets controversés

L'accès des mineurs aux réseaux sociaux

L'identité et la qualité des commentaires en ligne



Idée plébiscitée 01

Sanctionner la diffusion des fake news

Nb de propositions plébiscitées : **32** Nb de votes : **11 852**

Pour lutter contre les fake news, les citoyens s'accordent fortement sur l'idée de la sanction. Selon eux, il faudrait rendre les réseaux sociaux juridiquement responsables des faux messages qu'ils peuvent véhiculer, en particulier s'ils sont haineux.

De même, les participants à la consultation estiment que les médias et journalistes, mais aussi les élus, devraient être sanctionnés pour la diffusion de fausses informations. Cela passerait par des amendes, l'obligation de publier un erratum, voire même une sorte de déchéance du statut de journaliste ou une suspension de publication.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées

Jean-philippe, 65 ans

Il faut rendre les réseaux sociaux responsables juridiquement des contenus qu'ils diffusent, au même titre qu'un media ordinaire.

75% 14% 11%

Roger, 66 ans

Il faut punir très sévèrement les personnes qui diffusent ou laissent diffuser des fausses informations pouvant entraîner des actes violents

80% 8% 12%

Quentin, 26 ans

Il faut condamner les médias diffusant une fake news à une amende et les obliger à publier en première page un erratum expliquant l'erreur

82% 8% 10%

Jean-claude, 74 ans

Il faut que les députés et tous les élus qui propagent des mensonges évidents soient sanctionnés

78% 8% 14%

Rémi, 27 ans

Il faut pouvoir retirer le "titre de journaliste" à quelqu'un lorsqu'il a été prouvé qu'il a délibérément propagé des fake news

77% 8% 15%

Raphaëlle, 30 ans

Il faut sanctionner les médias qui diffusent trop de fake news : retrait licence journalisme, suspension d'audience, déconnexion du site web

77% 8% 15%



Idée plébiscitée 02

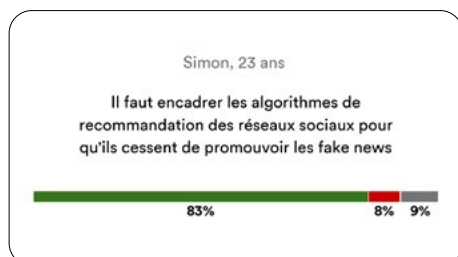
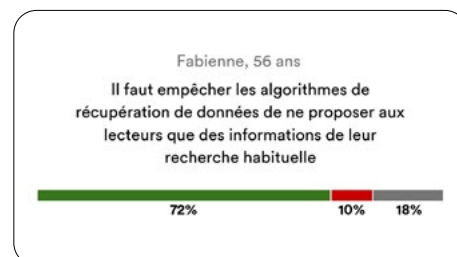
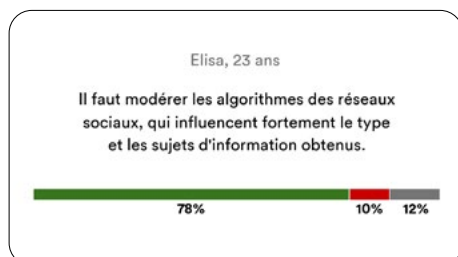
Réguler plus efficacement les réseaux sociaux

Nb de propositions plébiscitées : **19** Nb de votes : **6 571**

C'est une idée forte de cette consultation : les citoyens sont nombreux à réclamer une régulation des réseaux sociaux, notamment via l'encadrement des algorithmes de recommandation.

Selon eux, ceux-ci produisent des biais dans les résultats de recherche des utilisateurs, confortent les convictions déjà acquises, et favorisent la propagation de fake news. Les participants demandent aussi que les auteurs de publications sur les réseaux sociaux puissent être identifiés, et que les "faux comptes" puissent être fermés.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Idée controversée 01

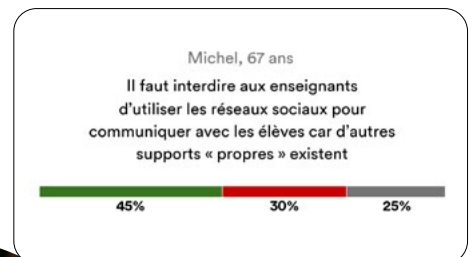
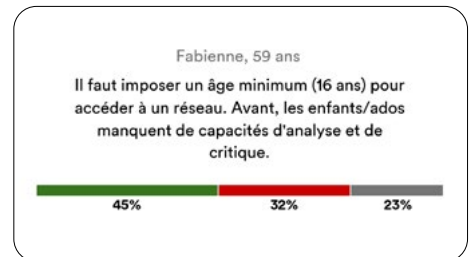
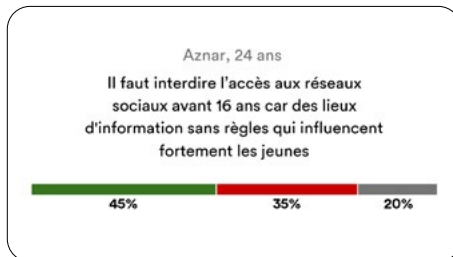
L'accès des mineurs aux réseaux sociaux

Nb de propositions controversées : 7 Nb de votes : 2 064

L'idée d'interdire l'accès aux réseaux sociaux en-deçà d'un certain âge (16 ans, 18 ans) divise fortement les participants à la consultation.

Ceux qui prônent cette interdiction mettent en avant les "mauvais usages" des réseaux sociaux, leur absence de règles, leur influence sur des enfants ou adolescents manquant "de capacités d'analyse et de critique", les phénomènes d'addiction, voire les "dramas" potentiellement liés aux fausses informations et aux rumeurs. Ces propositions suscitent à la fois de l'adhésion et du rejet.

⚡ Exemples de propositions citoyennes controversées



Idée controversée 02

L'identité et la qualité des commentaires en ligne

Nb de propositions controversées : 7 Nb de votes : 1 999

La question des commentaires sous les articles suscite différents types de propositions : certains participants suggèrent de les conditionner à une preuve de bonne compréhension de l'article, de les hiérarchiser par ordre de pertinence via un système de vote, voire carrément de les proscrire.

D'autres préconisent l'interdiction de l'anonymat, aussi bien pour "l'émetteur d'une information" que pour "la réaction du lecteur". Dans tous les cas, ces propositions sont controversées parmi les participants à la consultation.

⚡ Exemples de propositions citoyennes controversées



Diversité de l'information et pratiques journalistiques

Idées plébiscitées

Renforcer le fact-checking

Proposer une information plus diversifiée

Sourcer et référencer autant que possible les informations publiées

Ne pas céder à la culture du buzz et du sensationnel

Exiger davantage d'expertise dans le traitement de l'information

Améliorer la protection des journalistes et des lanceurs d'alerte

Sujets controversés

La création de labels de fiabilité

La surinformation



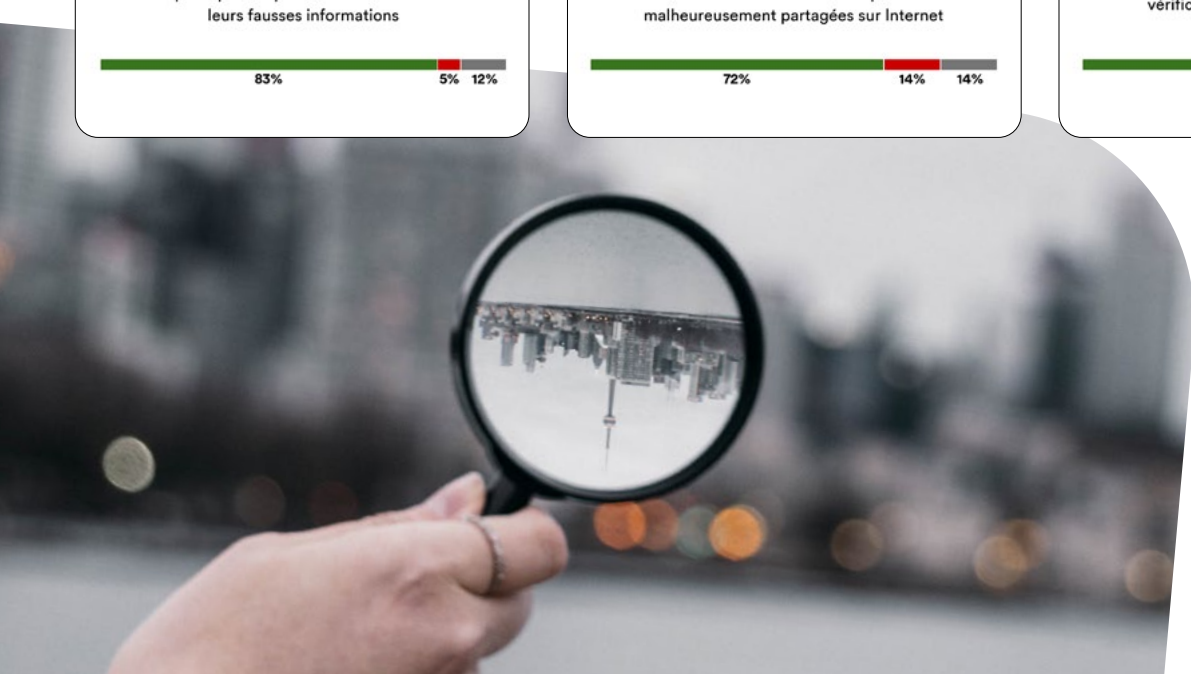
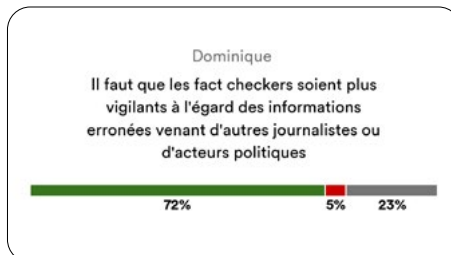
Idée plébiscitée 01

Renforcer le fact-checking

Nb de propositions plébiscitées : **27** Nb de votes : **8 624**

Les citoyens plébiscitent une chasse systématique à la désinformation, qui passe selon eux par la création d'instances de vérification indépendantes ou internes aux médias, et, pour les dispositifs de fact-checking existants, par une vigilance et une réactivité encore accrue, notamment quand les fausses nouvelles sont diffusées en direct.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Idée plébiscitée 02

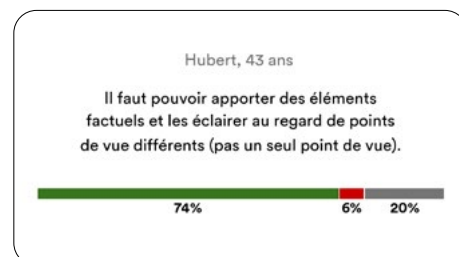
Proposer une information plus diversifiée

Nb de propositions plébiscitées : **25** Nb de votes : **9 047**

Un fort consensus se dégage autour de la nécessité de diversifier l'information, tant dans la nature des sujets que dans les opinions exprimées.

Les participants à la consultation proposent ainsi de donner davantage accès à l'actualité des pays voisins et à la presse internationale, mais aussi d'accorder plus de place aux sujets scientifiques, technologiques et médicaux, et de varier les points de vue exprimés par les experts et intervenants dans les débats.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



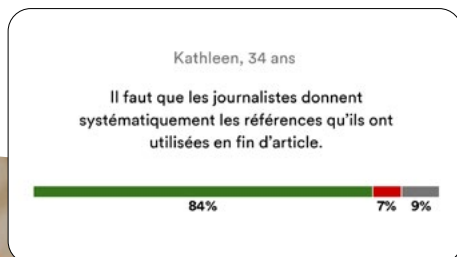
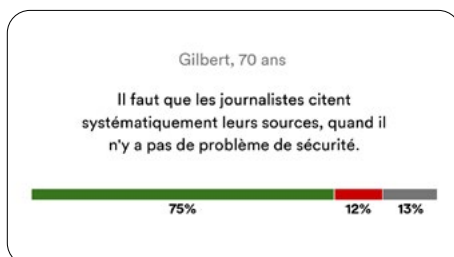
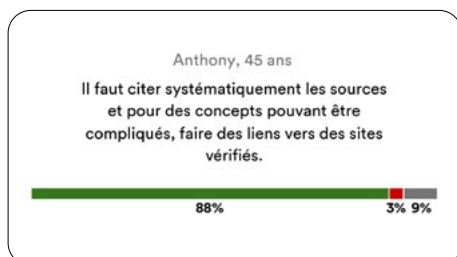
Idée plébiscitée 03

Sourcer et référencer autant que possible les informations publiées

Nb de propositions plébiscitées : **23** Nb de votes : **7 201**

De nombreux participants à la consultation souhaitent que les journalistes partagent systématiquement des références et des liens fiables pour accompagner l'information, qu'ils contextualisent les chiffres, et, dans la mesure du possible, qu'ils citent leurs sources, quand cela ne porte pas atteinte à leur sécurité ou à celle de leurs informateurs.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



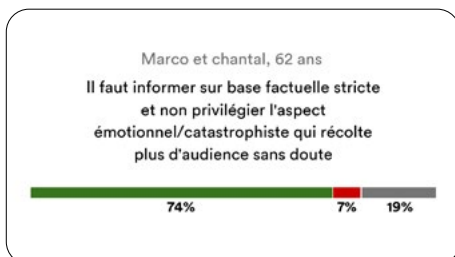
Idée plébiscitée 04

Ne pas céder à la culture du buzz et du sensationnel

Nb de propositions plébiscitées : **21** Nb de votes : **5 988**

A travers leurs propositions, les participants à la consultation mettent en cause la recherche du “buzz”, le “sensationnalisme” et la “course à l’immédiateté”. Ils prônent, à l’inverse, le “travail de fond”, la qualité, l’information factuelle, l’analyse, l’investigation, le temps long... Une nécessité selon eux pour redonner de la valeur et de la crédibilité à l’information et au journalisme.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Idée plébiscitée 05

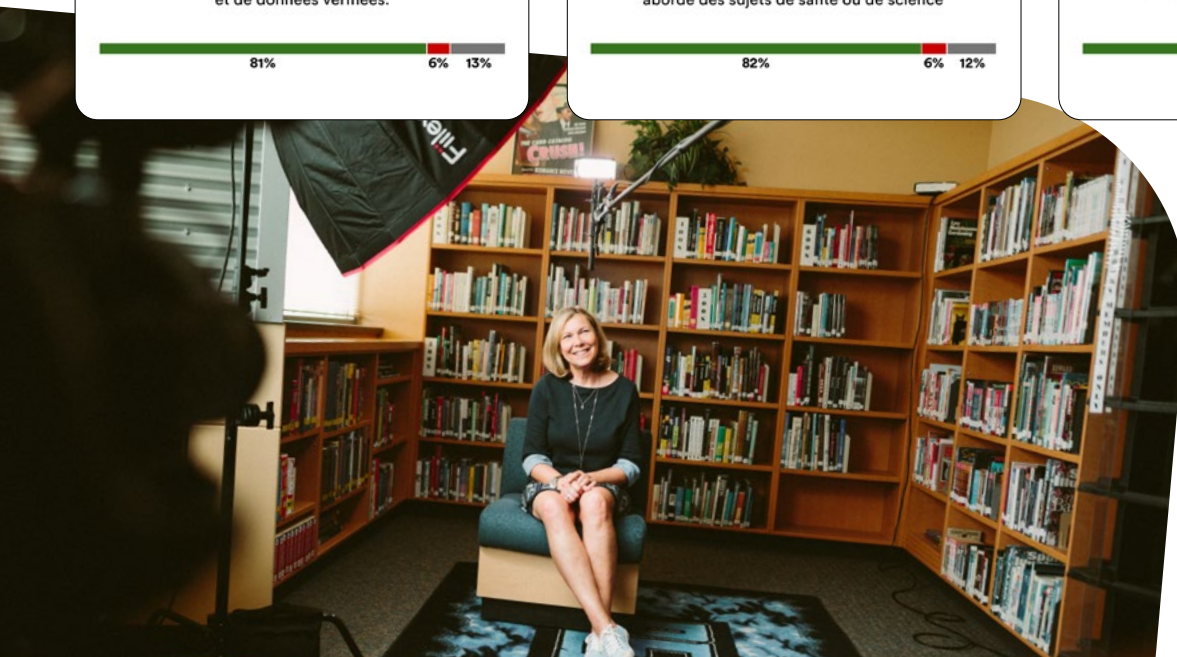
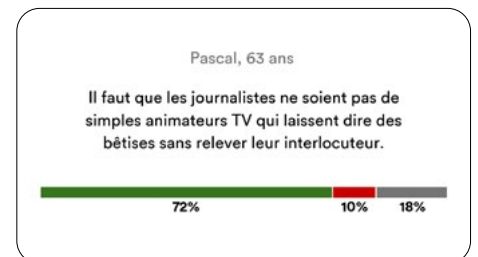
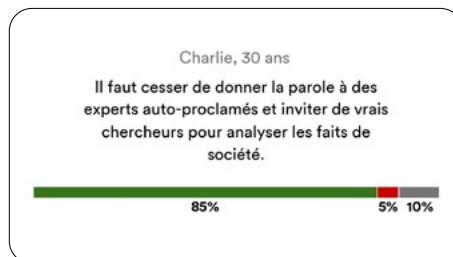
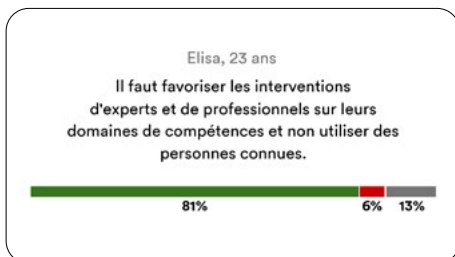
Exiger davantage d'expertise dans le traitement de l'information

Nb de propositions plébiscitées : 17 Nb de votes : 5 932

Les citoyens préconisent un choix plus sélectif des experts et invités dans les médias, fondé sur leurs compétences réelles et non simplement sur leur notoriété.

Les participants souhaiteraient également que les journalistes soient réellement spécialisés sur leurs sujets, notamment sur les questions scientifiques et médicales.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Idée plébiscitée 06

Améliorer la protection des journalistes et des lanceurs d'alerte

Nb de propositions plébiscitées : **12** Nb de votes : **3 405**

Pour garantir la protection des lanceurs d'alerte au niveau national et européen, les citoyens s'accordent sur la nécessité de garantir le secret des sources, de préserver l'indépendance éditoriale des journalistes d'investigation par rapport aux investisseurs, et de soutenir ceux qui sont poursuivis en justice, voire, dans certains pays, incarcérés.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Idée controversée 01

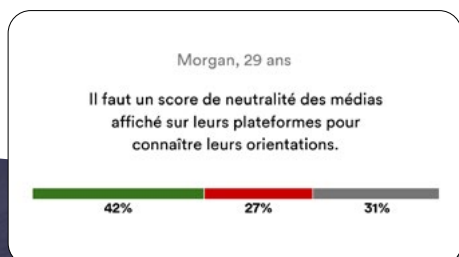
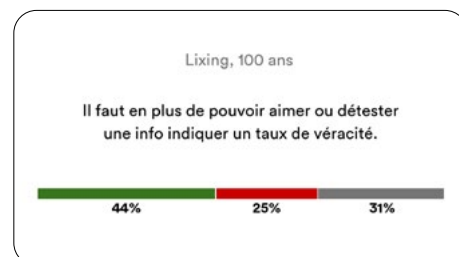
La création de labels de fiabilité

Nb de propositions controversées : 10 Nb de votes : 2 864

Plusieurs propositions portent sur la mise en place d'un système de notation pour évaluer la qualité ou la fiabilité d'une information, ou encore la légitimité de son auteur.

Que ce soit sous forme de score, de taux ou de logo, toutes ces suggestions divisent les participants à la consultation, et recueillent globalement autant de votes "pour" que "contre". Celles qui mentionnent spécifiquement le recours à l'intelligence artificielle pour cette labellisation sont particulièrement rejetées.

⚡ Exemples de propositions citoyennes controversées



Idée controversée 02

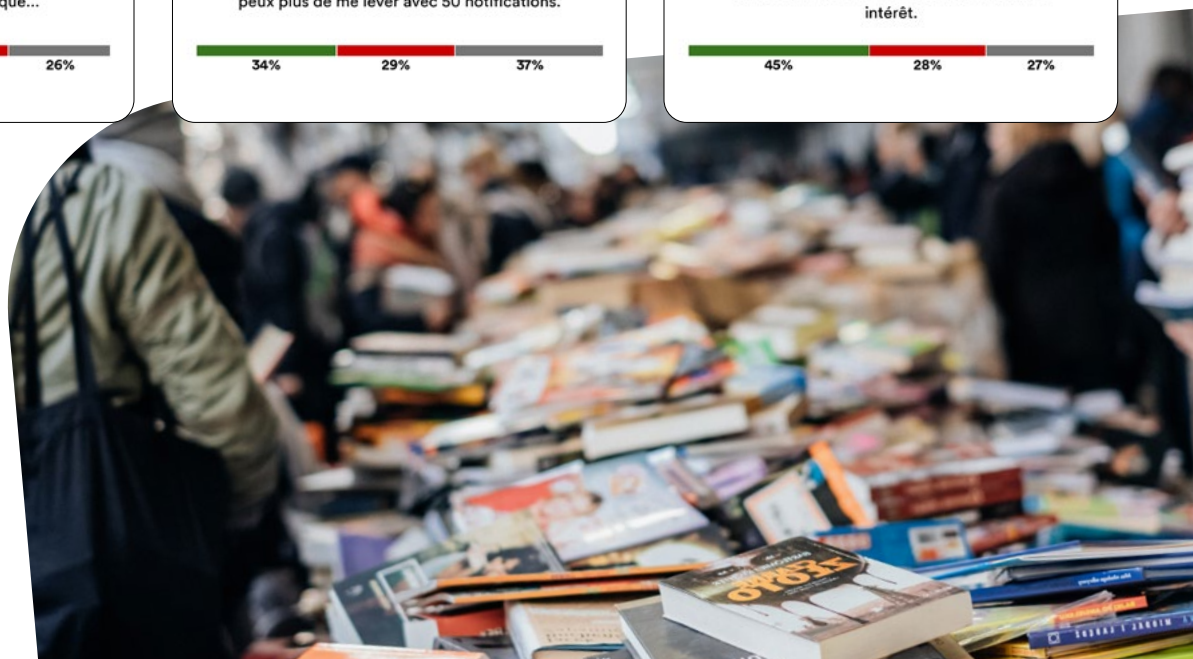
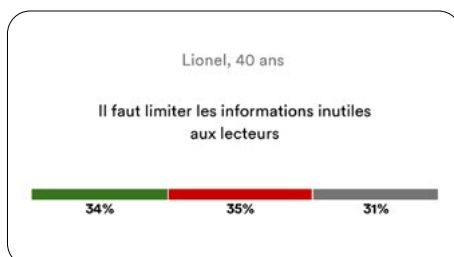
La surinformation

Nb de propositions controversées : 5 Nb de votes : 1 421

De plus en plus présent dans le débat public, le concept de “fatigue informationnelle” est évoqué par quelques citoyens, qui se plaignent d’une “surabondance” d’informations.

Ils réclament de pouvoir mieux filtrer les informations reçues et “un droit à la déconnexion”. Cependant, ces propositions suscitent un clivage parmi les participants à la consultation : elles recueillent des votes favorables et défavorables.

⚡ Exemples de propositions citoyennes controversées





Gouvernance et financements des médias

Idées plébiscitées

Assurer l'indépendance éditoriale des médias

Lutter contre la concentration des médias

Accroître la transparence sur le financement et les intérêts des médias

Sujets controversés

Le rôle des citoyens dans les médias

Le prix de la presse



Idée plébiscitée 01

Assurer l'indépendance éditoriale des médias

Nb de propositions plébiscitées : **35** Nb de votes : **13 089**

De nombreux citoyens estiment prioritaire de garantir l'indépendance des médias vis-à-vis du monde politique et économique, des grandes fortunes et des lobbies.

Plusieurs propositions portant plus spécifiquement sur la défense d'un service public de l'information de qualité, libre et indépendant, sont plébiscitées.

♥ Exemples de propositions citoyennes plébiscitées

Bastien, 26 ans

Il faut faire en sorte que l'indépendance des médias soit garantie et hors de l'influence des grandes fortunes et de leurs conglomérats.

84% 7% 9%

Ced, 48 ans

Il faut assurer la totale liberté et autonomie des journalistes à l'égard des lobbies, du monde économique et de la politique

79% 7% 14%

Hazem

Il faut mieux encadrer le financement des grands médias, pour plus de transparence et d'indépendance.

76% 8% 16%

Robert, 68 ans

Il faut empêcher qu'une chaîne TV devienne un outil de propagande politique au service d'une cause ou d'un parti.

75% 12% 13%

Robert, 68 ans

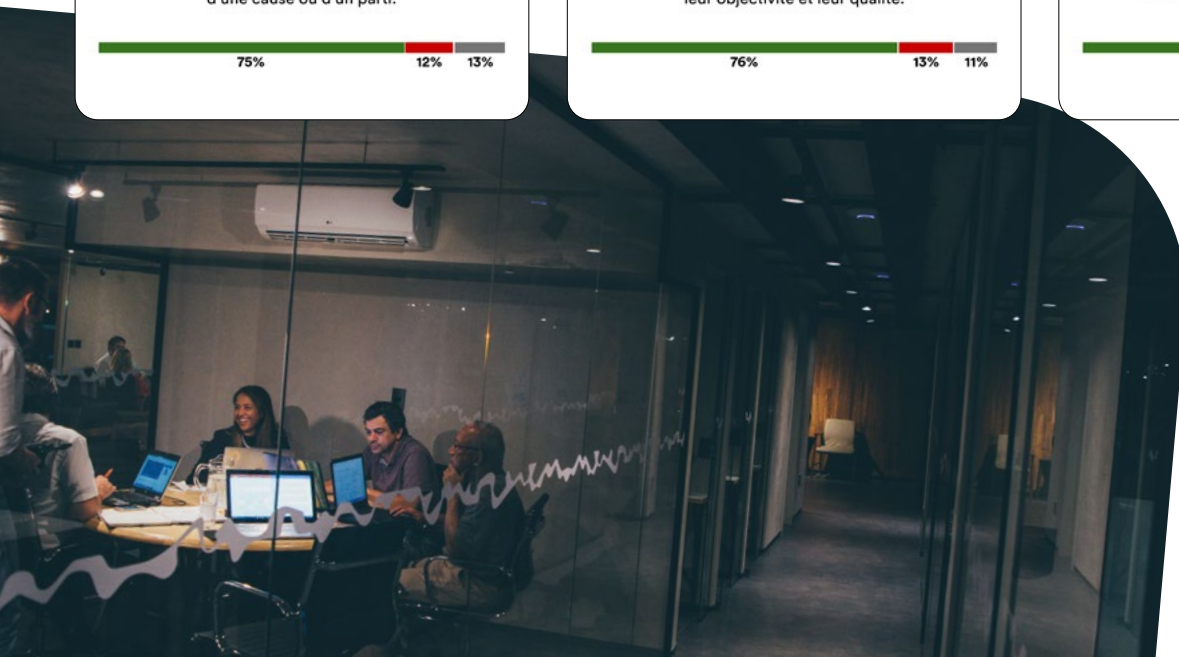
Il faut maintenir les chaînes de service public en garantissant leur financement, leur objectivité et leur qualité.

76% 13% 11%

Tato

Il faut un service public de l'information, complètement indépendant de l'exécutif, complètement transparent et libre de la finance.

76% 12% 12%



Idée plébiscitée 02

Lutter contre la concentration des médias

Nb de propositions plébiscitées : **19** Nb de votes : **6 066**

Corollaire du consensus sur l'indépendance éditoriale des médias, le respect du pluralisme est fortement plébiscité par les participants à la consultation.

Selon eux, il faut empêcher les médias d'être rachetés et contrôlés par un petit nombre de groupes et d'individus, qui nuisent à la liberté et à la diversité de l'information.

Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Idée plébiscitée 03

Accroître la transparence sur les financements et les intérêts des médias

Nb de propositions plébiscitées : **16** Nb de votes : **7 057**

Dans le but d'éclairer d'éventuelles influences sur les lignes éditoriales, les citoyens demandent davantage de transparence sur les financements des médias, et que l'identité de leurs propriétaires soit clairement et régulièrement affichée.

La même exigence de transparence est exprimée concernant le profil, les affiliations politiques ou les possibles conflits d'intérêts des experts qui interviennent dans les médias.

♥ Exemples de propositions citoyennes plébiscitées

Clément, 39 ans

Il faut que les rédactions fassent preuve de transparence tant sur la ligne éditoriale que sur le modèle de financement de leur média.



Jérémy

Il faut exiger la publication du nom et des liens d'intérêts des sociétés actionnaires et des personnes physiques qui contrôlent les médias



Laure, 44 ans

Il faut faire apparaître plus lisiblement les financeurs des médias afin d'informer le grand public sur l'influence du payeur sur le contenu



Leflaïc, 53 ans

Il faut rendre publiques les fonctions, appartenances et intérêts de chaque "expert" qui s'exprime dans une émission ou qui écrit un article



Marie, 67 ans

Il faut rendre public le financement, la trésorerie d'un média et que soit affiché s'il est indépendant et libre de tout financement, lobby



Stéphanie, 48 ans

Il faut contextualiser la parole des "experts" dans les médias : déclaration liens/conflits d'intérêt, situer niveau/domaine d'expertise.



Idée controversée 01

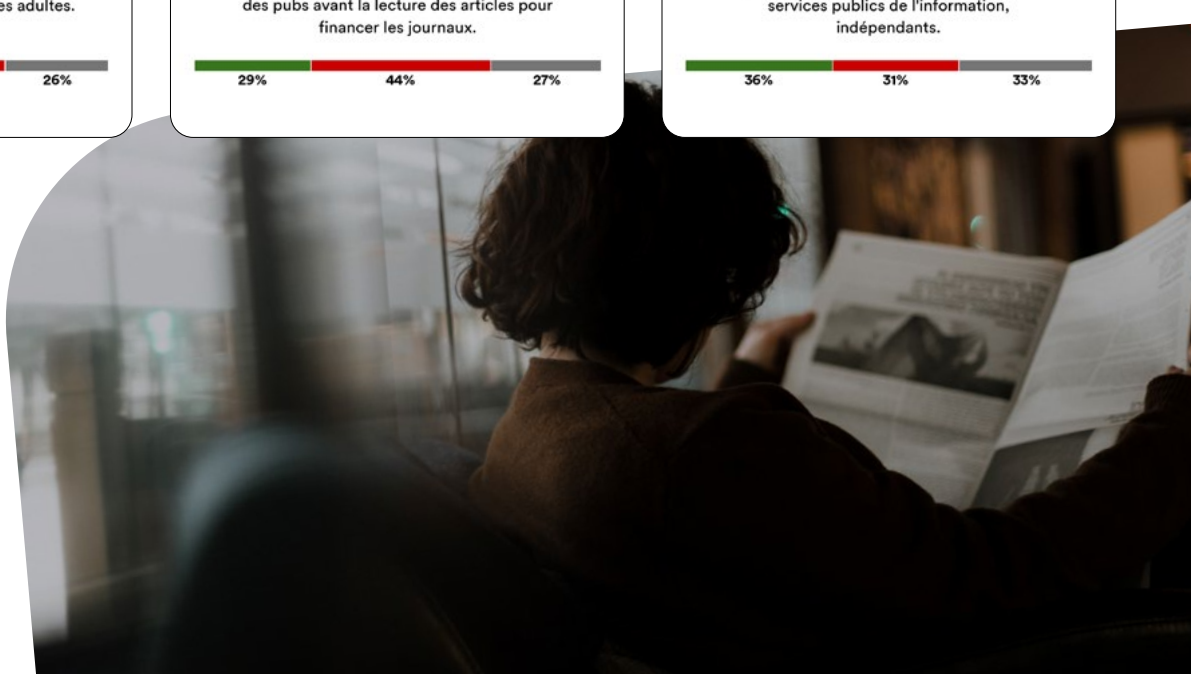
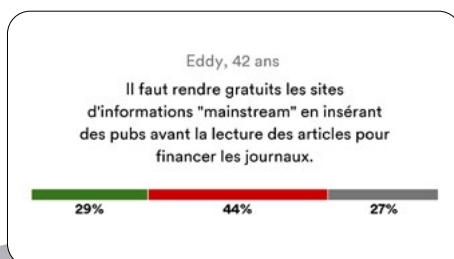
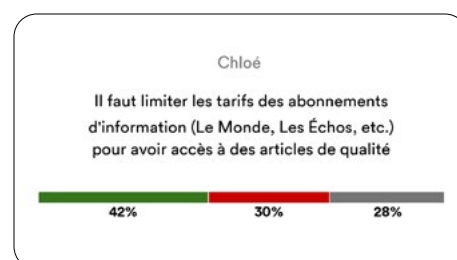
Le prix de la presse

Nb de propositions controversées : 10 Nb de votes : 2 883

L'idée de réduire les tarifs des abonnements à la presse, voire, dans certains cas, de les rendre gratuits, suscite un clivage.

Les participants à la consultation se divisent par exemple sur la suggestion de créer un système de catalogue, un "Netflix de la presse" regroupant différents titres ou articles à prix attractifs.

⚡ Exemples de propositions citoyennes controversées



Idée controversée 02

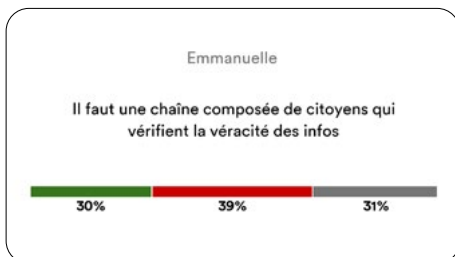
Le rôle des citoyens dans les médias

Nb de propositions controversées : 6 Nb de votes : 1 696

La question d'une participation accrue des citoyens dans les médias prête à controverse.

Certains proposent de donner davantage la parole aux Français pour commenter l'actualité ; d'autres de créer des comités de lecteurs ou téléspectateurs chargés de vérifier l'information, voire de "contrôler les journaux télévisés". Toutes ces propositions sont fortement clivantes.

⚡ Exemples de propositions citoyennes controversées



*Il faut une chaîne
composée de citoyens
qui vérifient la véracité
des infos*

Emmanuelle



Annexes

La méthodologie de Make.org

Le profil sociodémographique des participants

À propos

Contacts



La méthodologie de Make.org

Consulter notre charte de modération : about.make.org/moderation

Le recueil des propositions et des votes

Les citoyens peuvent participer à une consultation en déposant une ou plusieurs propositions n'excédant pas 140 caractères et commençant toutes par "Il faut...". Ils peuvent également voter sur les propositions des autres participants (vote "pour", "contre", ou "neutre") et, s'ils le souhaitent, qualifier leur vote ("coup de cœur", "réaliste", "banalité", "surtout pas !"...).

La participation à une consultation peut s'effectuer par deux canaux : sur la plateforme Make.org ou via un module de consultation (un "widget") embarqué dans les articles numériques d'un média (en l'occurrence, pour la consultation DE FACTO, dans ceux de France Info, France Bleu, 20 Minutes et des titres du Groupe EBRA). Dans les deux cas, en arrivant sur la consultation, les participants découvrent une séquence de 12 propositions citoyennes, affichées selon un roulement permanent (deux séquences ne sont jamais les mêmes). Ils peuvent voter sur ces propositions, et à tout moment, déposer leur propre proposition. Avant d'être mises en ligne, les propositions déposées doivent être validées par les modérateurs (humains) de Make.org, au regard du respect de la loi et de notre Charte de modération. Les propositions ne sont aucunement réécrites, seules les fautes d'orthographe peuvent être corrigées.

Make.org a développé une méthode de consultation inédite, capable de toucher des centaines de milliers de personnes. Chaque consultation pose une unique question ouverte, par exemple ici “Comment permettre à chacun de mieux s’informer ?”.

L’algorithme d’émergence

Un élément essentiel de la plateforme Make.org est l’algorithme qui choisit les propositions soumises au vote dans la “séquence”. L’objectif est de garantir à chaque proposition un nombre minimum de votes et une égale chance d’émerger. Ce roulement dirigé par l’algorithme permet de neutraliser les tentatives de “trolling”, car dans ces séquences, les participants ne peuvent pas choisir les propositions sur lesquelles ils votent. Le code de cet algorithme est en open-source, comme tout le code de la plateforme. Il est donc public et auditable.

Analyse des résultats d’une consultation

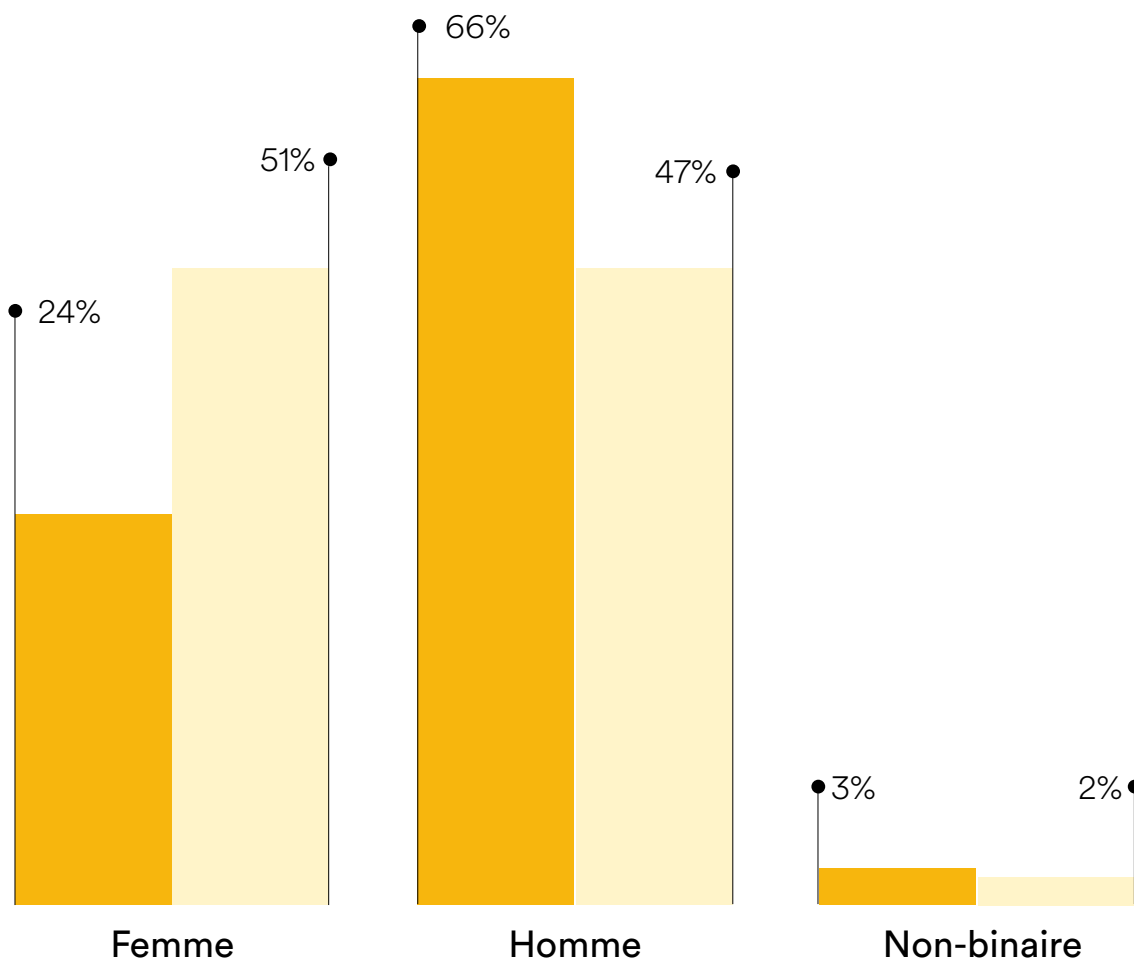
A la fin d’une consultation, les data scientists et les sociologues de Make.org distinguent, d’une part, les propositions ayant suscité le plus de consensus, et d’autre part, celles ayant suscité le plus de clivage. Ces propositions sont ensuite regroupées par similarité de sujets pour constituer les “idées plébiscitées” et les “sujets controversés” de la consultation. Ce regroupement s’effectue uniquement sur le sens principal exprimé par la proposition, sans surinterprétation. Chaque idée se compose donc de dizaines, voire centaines, de propositions défendant le même propos, et ayant chacune agrégé plusieurs centaines de votes, nous permettant ainsi d’affirmer la fiabilité statistique de nos résultats.

Le profil des participants

Les participants à une consultation Make.org ont la possibilité de renseigner leur genre, leur classe d'âge et leur région d'habitation. Ces informations sont facultatives, et nous permettent d'en déduire la répartition globale des votants selon ces critères démographiques déclarés (dans le respect du Règlement général sur la protection des données). Cette consultation a été relayée par les sites de France Info, France Bleu, 20 minutes et les titres du groupe EBRA. Le profil des participants reflète donc celui des lecteurs en ligne de ces médias. Dans le détail, nous observons une participation venant de l'ensemble du territoire, avec une légère surreprésentation de l'Ile-de-France, mais aussi de la région Auvergne-Rhône-Alpes (sans doute en partie due à la contribution des lecteurs du groupe EBRA). En termes de répartition par genre et par âge, nous notons une participation plus importante des hommes et une assez faible contribution des moins de 16-24 ans.

Répartition par genre

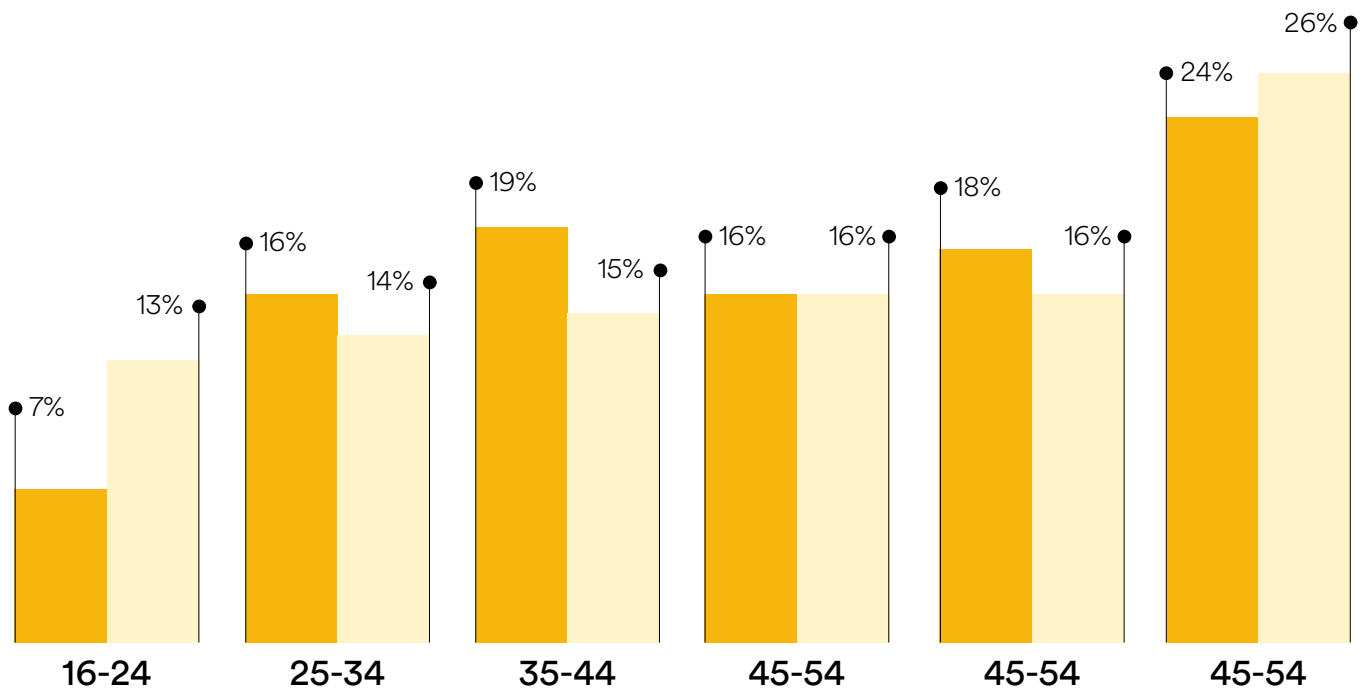
● Votes ● Population générale



Répartition par âge

● Votes

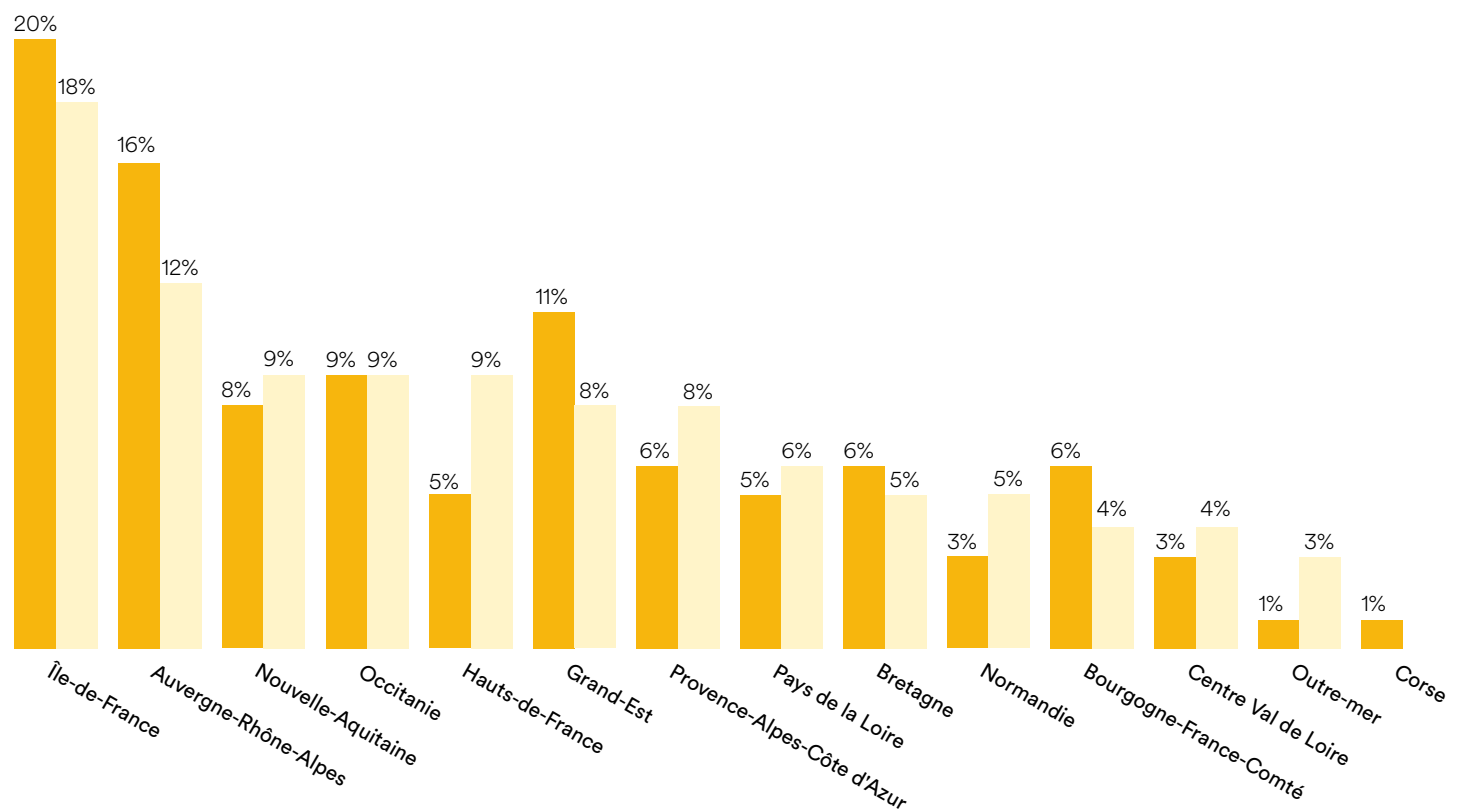
● Population générale



Répartition par région

● Votes

● Population générale



À propos



À propos de DE FACTO

Jamais encore, chercheurs, journalistes et professionnels de l'éducation aux médias et à l'information n'avaient travaillé ensemble pour faire face aux multiples maux dont souffre l'espace informationnel. DE FACTO entend ouvrir un espace pluriel, ouvert et indépendant pour mettre en perspective les enjeux de l'information à l'ère numérique en facilitant la vérification, l'analyse et l'éducation aux médias. Son ambition est de promouvoir la qualité de l'information, la diversité du débat public, le développement de l'esprit critique et la régulation des plateformes numériques.

Projet cofinancé par la Commission européenne dans le cadre du Connecting Europe Facility (CEF) - Telecommunications Sector (Contrat n° INEA/CEF/ICT/A2020/2394372).

SciencesPo

À propos de Sciences Po

Fondée sur des valeurs d'ouverture et d'excellence, Sciences Po est une université de recherche sélective de rang international dont le modèle unique associe spécialisation en sciences humaines et sociales, pluridisciplinarité et ancrage professionnel pour former des acteurs et des actrices qui comprennent et transforment la société. La diversité étant un élément structurant de son identité, Sciences Po compte 47 % d'étudiantes et d'étudiants internationaux issus de 150 pays et 26 % des élèves sont boursiers contre 6 % en 2000. Dans le projet DE FACTO, Sciences Po engage trois entités différentes : le médialab, l'École de journalisme et le LIEPP (Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques).



À propos du CLEMI

Le CLEMI (Centre pour l'éducation aux médias et à l'information), rattaché au Réseau Canopé, est l'opérateur de référence chargé de l'éducation aux médias et à l'information dans l'ensemble du système éducatif français. Depuis sa création en 1983, il a pour mission de former les enseignants et d'apprendre aux élèves une pratique citoyenne des médias, favorisant une meilleure compréhension du monde qui les entoure et le développement de leur esprit critique. Il a étendu sa mission au-delà des murs de l'École pour accompagner et sensibiliser les parents dans un monde en pleine transition numérique, au cœur des enjeux majeurs de la société. Son action s'inscrit dans une perspective de coopération avec les institutions et ONG européennes et internationales.



À propos de l'AFP

L'AFP est une agence d'information globale, assurant une couverture de l'actualité mondiale dans tous les domaines. Depuis 2017, l'AFP a bâti le premier réseau d'investigation numérique au monde avec plus de 130 journalistes couvrant à ce jour 85 pays. Ces fact-checkeurs en pointe dans la lutte contre la désinformation publient en 24 langues sur le site factuel.afp.com.



À propos de XWiki SAS

XWiki SAS une entreprise européenne indépendante éditant les solutions 100% Open Source XWiki et CryptPad. XWiki est un outil de gestion des connaissances qui a été mis en œuvre par XWiki SAS dans plus de 500 projets dans le monde entier au cours des 16 dernières années. CryptPad est une alternative respectueuse de la vie privée aux outils bureautiques et aux services cloud.



À propos de Make.org

Make.org est une organisation neutre et indépendante dont la mission est de faire participer les citoyens et de mobiliser l'ensemble de la société civile pour transformer positivement la société. Pour y parvenir, Make.org a développé une méthode unique de consultation massive, capable de toucher plusieurs millions de personnes. Notre démarche consiste à identifier les idées les plus massivement soutenues, pour bâtir ensuite une action collective légitimée par l'adhésion du plus grand nombre. Comme l'exprime sa Charte éthique, Make.org est une plateforme démocratique, civique et européenne, neutre, indépendante, transparente et respectueuse des données personnelles.

Contacts

DE FACTO

Ingrid Bertaux
Cheffe de projet DE FACTO - Science Po
ingrid.bertaux@sciencespo.fr

Laure Delmoly
Cheffe de projet DE FACTO - CLEMI
l.delmoly@clemi.fr

Make.org

Cynthia Gurdon
Responsable Démocratie Participative
cynthia.gurdon@make.org

Lisa Vaturi
Directrice éditoriale
lv@make.org



Projet cofinancé par la Commission européenne dans le cadre
du Connecting Europe Facility (CEF) - Telecommunications Sector
(Contrat n° INEA/CEF/ICT/A2020/2394372).